plication du bill? Nous avons des doutes à cet égard. Le secrétaire d'État (M. Pelletier) est assis là, toujours attentif. Tout le monde est convaincu que l'application de ce bill lui incombera et que c'est à lui que la Commission fera rapport. Voilà donc ce que nous craignons. Je crois que l'amendement que je propose est très bon. J'ose espérer que le secrétaire d'État l'appuiera parce que je crois qu'il introduit ce degré de sécurité que le ministre de la Justice voulait assurer. Il a déclaré que ce bill assurerait réellement qu'on conserve le principe du mérite. Il n'est guère utile que je lise l'article 12 de la loi sur l'emploi dans la fonction publique. On l'a déjà lu cet après-midi et ce principe du mérite est énoncé très clairement. Dans le discours qu'il a prononcé précédemment au cours du débat, je crois que le député de Peace River (M. Baldwin) a précisé très nettement, ce qu'on aurait dû faire, à mon avis. Je trouve que cet alinéa pourrait être souligné. Comme il est rapporté à la page 9111 du *hansard*, il a alors déclaré:

Mais le problème n'est pas si simple. Après avoir étudié les questions à l'étude et lu attentivement le projet de loi ainsi que tous les documents constitutionnels, je suis persuadé que nous sommes en train de décréter une mesure administrative. A tout prendre, tout ce que le gouvernement tente de nous faire approuver, il aurait pu le faire de son propre gré, sans le concours de la Chambre ou de l'autre endroit. Nous aurions pu, ce que j'aurais préféré, présenter à l'autre endroit une résolution exprimant les opinions des députés et déclarant qu'ils estiment qu'il y a deux langues officielles au pays et qu'il serait souhaitable pour tous les Canadiens, dans la mesure où cela relève de la juridiction constitutionnelle du gouvernement fédéral et en collaboration avec les gouvernements provinciaux, qu'on s'efforce de faire reconnaître davantage les deux langues officielles. Pareille résolution aurait été facilement ratifiée.

Ce que dit mon collègue est vrai, mais il s'agit ici d'un commissaire et de districts bilingues, et en outre, il règne une grande appréhension parmi les fonctionnaires et les candidats aux emplois dans la Fonction publique, car ils se demandent s'ils doivent devenir bilingues. Le secrétaire d'État a dit: «Certainement. Il faut accepter le fait que le bilinguisme va devenir indispensable ou devrait le devenir». Puis voilà que selon le ministre de la Justice, le bilinguisme n'est pas encore tout à fait indispensable. Il a déposé cet après-midi des documents à l'appui de la thèse selon laquelle le gouvernement fédéral pourrait engager un unilingue. Dans son édition d'aujourd'hui, le *Journal d'Ottawa* précise bien clairement que le gouvernement est

disposé à dépenser des millions de dollars pour enseigner, je suppose, les langues officielles aux fonctionnaires et aux Canadiens dans tout le pays. Mon objection à cela, bien sûr, c'est qu'on pourrait restreindre ces dépenses aux districts bilingues seulement. Ceux qui n'habitent pas un district bilingue ne pourraient pas en bénéficier.

Je ne vais pas m'éterniser. J'estime que cet amendement se passe de commentaires. Il traduit assez clairement, je pense, ce qui préoccupe bon nombre de gens. Je sais que j'en ai déjà parlé lors d'un discours que j'ai prononcé à ce propos, le 17 octobre dernier. J'avais dit alors que l'Ouest craignait de plus en plus que la Chambre des communes et le Parlement ne prennent les décisions d'ordre politique ou administratif sans le consulter. Ces craintes se trouveront doublement fondées et accrues si cet amendement est rejeté. S'il est adopté, les Canadiens de l'Ouest, ceux du Québec ou de toute autre région, qu'ils soient bilingues ou non, se verront assurés de pouvoir postuler un emploi s'ils remplissent les conditions exigées et sont disposés à apprendre une deuxième langue. L'amendement n'embrouille pas les choses; au contraire, il semble les clarifier.

D'après le ministre, le bill ne vise nullement à assurer l'application du régime du mérite comme le définit la loi sur l'emploi dans la fonction publique. Je demande sérieusement au ministre de la Justice de convaincre ses collègues d'accepter cet amendement. Sauf erreur, le vote de l'amendement doit être réservé jusqu'à ce soir. J'espère que durant l'heure du dîner, il rencontrera ses collègues pour discuter de l'amendement et des moyens de l'appuyer.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, quelques mots suffiront pour expliquer les raisons pour lesquelles je ne peux appuyer l'amendement, malgré sa forme attrayante et la présentation pondérée et excellente qu'en a donnée le député. Nous ne pouvons pas l'accepter parce qu'à notre avis, il est absolument incompatible avec le principe du bill même. Il vide le projet de loi de toute sa force. Le député de Swift Current-Maple Creek (M. McIntosh) a pris la parole plusieurs fois au cours du débat pour s'opposer aux autres amendements, et ce faisant, il s'opposait à l'ensemble du bill. En ce qui me concerne, toutefois, il y a bien des manières de parvenir à ses fins. On peut s'opposer au principe du bill ou vider le bill de sa substance. C'est ce qui arrive dans ce cas-ci.